

## A Madagascar : les prix du riz flambent, sans rapport avec le marché international

Hélène DAVID-BENZ

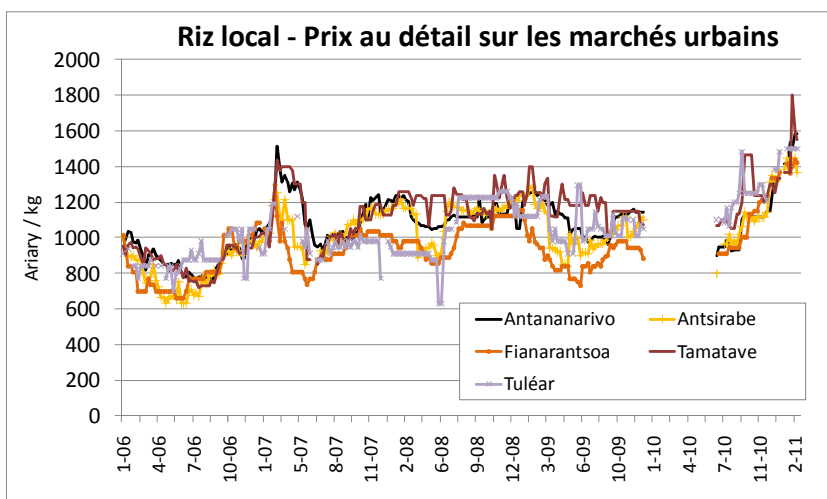
Cirad, UMR Moisa

Avec la contribution de l'Observatoire du Riz

mars 2011

Comme lors de la crise de 2008, la hausse des prix internationaux actuelle affecte de façon très différente les marchés intérieurs, selon les produits et les contextes nationaux. A Madagascar, la flambée des prix du riz sur le marché international en 2008 avait été à peine perceptible : les prix intérieurs avaient suivi leurs fluctuations saisonnières habituelles, sans répercuter la hausse internationale. Paradoxalement, depuis fin 2010, alors que le marché international du riz est resté relativement calme par rapport à celui des autres céréales, le prix du riz a atteint des niveaux record dans la Grande Ile (cf. figure 1).

Figure 1



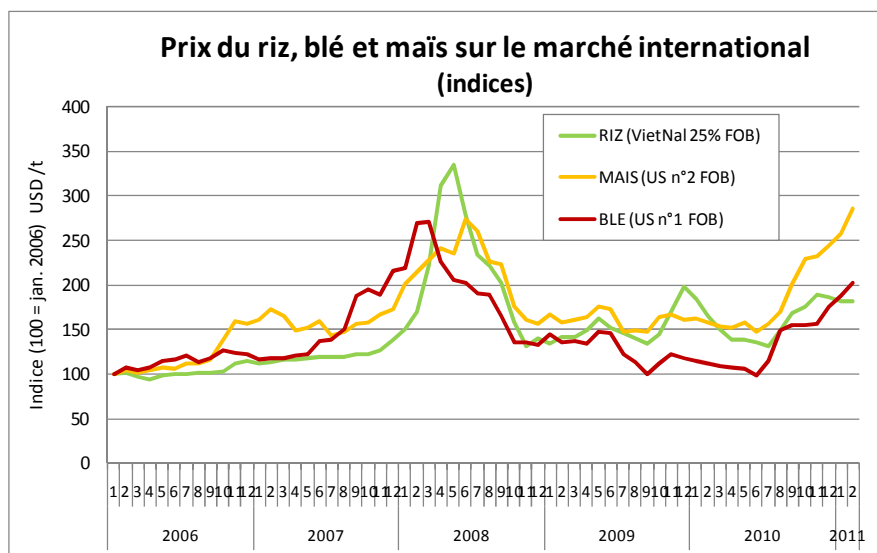
Source : Observatoire du Riz

A Madagascar, le riz est hautement stratégique. Il occupe 55% des terres cultivées et 87% des exploitations agricoles produisent du riz, ce qui en fait un pilier du secteur agricole et un déterminant majeur du revenu des ménages ruraux. Avec une consommation moyenne d'environ 115 kg/tête/an, il constitue la base de l'alimentation. Compte tenu du niveau de pauvreté général, la stabilité des prix du riz représente un enjeu politique capital. Ancien exportateur riz, Madagascar est devenu depuis la fin des années 60 un importateur structurel. Mais sa dépendance vis-à-vis des importations reste limitée, se situant au cours de la dernière décennie entre 5 et 10% de la consommation totale, soit entre 100 000 et 200 000 t/an.

Depuis décembre 2010, les prix du riz connaissent une hausse vertigineuse. Pour une grande part de la population, subvenir aux besoins alimentaires de base devient de plus en plus difficile. Cette flambée est-elle à attribuer à la hausse des prix internationaux ? Sur les marchés internationaux, le

prix du riz a pourtant progressé de façon beaucoup plus modérée que les autres céréales (blé : + 105% de juillet 2010 à février 2011, maïs +93 %, riz + 18% - cf. figure 2). Par ailleurs, le taux de change s'est légèrement redressé par rapport au milieu de l'année 2010, et n'est donc pas à mettre en cause.

Figure 2



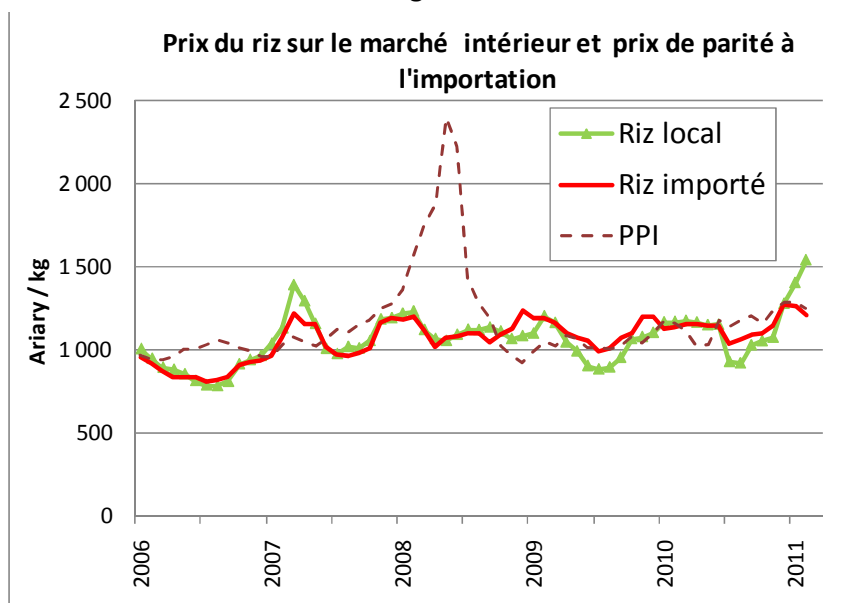
Source : OSIRIZ (riz), FAO (maïs), USDA (blé)

En 2008 comme en 2011, les déterminants de l'évolution du marché apparaissent davantage liés à la situation intérieure qu'au marché international.

### Pourquoi les prix n'ont-ils pas flambé en 2008 ?

Alors que le premier semestre 2008 est marqué par une hausse des produits céréaliers dans nombre de pays africains, Madagascar a été particulièrement épargné (cf. figure 3).

Figure 3



Plusieurs facteurs ont contribué à cette remarquable résilience du marché domestique face à la crise alimentaire mondiale :

- Comme mentionné plus haut, la production nationale couvre 90 à 95% de la consommation nationale.
- La hausse des prix a été anticipée. Le pic des prix internationaux a coïncidé avec la période habituelle de soudure (janvier à mars) et l'essentiel des importations nécessaires avait été négocié avant. En effet, dès mi 2007, l'Observatoire du Riz a alerté les opérateurs et l'administration de la tendance haussière. Les opérateurs privés et l'administration, constitués en une plateforme de concertation mise en place en 2005, ont évalué collectivement les besoins en importations et les importateurs ont passé leurs commandes très précocement pour assurer les besoins de la soudure.
- La monnaie malgache, l'Ariary s'est appréciée (de 22% entre début 2007 et mi-2008), ce qui a amoindri l'incidence de la hausse des prix internationaux.
- Craignant de voir la flambée internationale se transmettre sur le marché intérieur, le Gouvernement Malgache a négocié en janvier 2008 un complément de 50 000 t de riz à un prix préférentiel auprès du Gouvernement Indien. Ce riz est arrivé bien après la soudure (en juin, alors que la collecte du riz local battait son plein), mais la perspective d'un arrivage massif a pu contribuer à annihiler toute éventuelle tentation de spéculation.
- La récolte 2008 (qui commence à arriver à partir de février) a été bonne et une distribution d'engrais subventionnés est venue appuyer la campagne de contre-saison.
- Des débats sur la réduction de la TVA pour limiter l'incidence de la hausse ont démarrés dès le dernier trimestre 2007 au sein de la plateforme de concertation. Mais ce n'est qu'à partir de juillet 2008 que le riz importé a été exempté de tout droit de douane et taxe.
- La crainte de hausse des prix conduit également à interdire l'exportation. Mais compte du volume négligeable des exportations et de l'inexistence de potentiel réel à exporter, cette mesure a été plus symbolique que déterminante.

### **Quels sont les moteurs de la hausse actuelle ?**

La campagne de commercialisation 2010/11 a été marquée par un contexte de forte incertitude :

- Les chiffres officiels de production ont été nettement surestimés en 2010 (6 millions de tonnes annoncés, alors que les années précédentes les estimations se situaient entre 4,3 à 4,5 millions de tonnes). A l'insuffisance structurelle des statistiques agricoles, s'ajoute la pression politique : en période politique trouble, l'annonce d'une bonne production de riz rassure et conforte les quelques mesures d'appui mises en œuvre.
- Les élections étaient attendues au 2<sup>e</sup> semestre 2010 et les opérateurs sont conscients qu'en période pré-électorale, ils ne sont pas à l'abri d'une intervention publique sur le prix du riz (ce qui a souvent été le cas lors des précédentes crises politiques et sociales, comme en 2009). Le contexte d'incertitude conduit les gros acheteurs à rester sur leur réserve au moment de la récolte (induisant des prix particulièrement bas de juin à août 2010). Ce sont les petits collecteurs, informels, qui ont collecté l'essentiel de la production.

- La plateforme de concertation sur la filière riz est en sommeil depuis la crise politique de 2009. Elle ne peut pallier le manque de données objectives par une confrontation des points de vue, ni contribuer à définir une stratégie concertée de gestion de la soudure entre les opérateurs et l'Etat.
- En l'absence d'idée claire sur le déficit à combler, et face aux contraintes financières d'une situation économique déprimée, les importateurs ne s'engagent que prudemment pour couvrir la période de soudure. Les importations se limitent à 50 000 t de septembre à décembre 2010, contre 91 000 t pour les 4 derniers mois de 2007, avant la flambée internationale.
- La saison des pluies démarre tardivement, ce qui fait craindre une arrivée tardive de la récolte principale et une chute de la production. La tension monte alors sur les stocks restants, dont personne n'est en mesure d'évaluer l'ampleur.

La hausse des prix aux consommateurs s'accélère à partir du mois de décembre, pour atteindre 1550 Ar/kg en février, soit près de 30% de plus que les maxima observés aux cours des années précédentes (2008 y compris).

Le riz local dépasse alors de près de 400 Ar/kg le prix du riz importé (ainsi que le prix PPI de parité à l'importation - cf. figure 3). Le marché international ne peut donc être considéré comme le moteur de cette hausse. Les biais de surestimation de production, l'inquiétude des opérateurs face au risque d'intervention de l'Etat sur les prix, ainsi que les aléas climatiques qui sont venus aggraver le contexte d'incertitude semblent avoir été déterminants. Ils se sont traduits par une forte tension sur l'offre disponible, induisant une hausse accélérée.

L'analyse de ces deux périodes contrastées de crise souligne l'importance de la dynamique propre des marchés nationaux. Par ailleurs elle met en exergue les enjeux liés d'une part à l'information dans la prise de décision des acteurs privés et de l'Etat, et liés d'autre part à la prévisibilité des mesures publiques de régulation des marchés et de la concertation entre Etat et acteurs privés.